



RCS : ST MALO
Code greffe : 3502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST MALO atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00553
Numéro SIREN : 752 323 238
Nom ou dénomination : UNION SOCIALE ET SOLIDAIRE

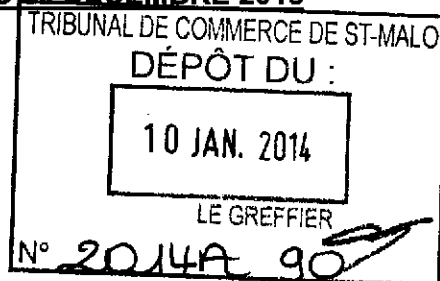
Ce dépôt a été enregistré le 10/01/2014 sous le numéro de dépôt 90

A L'ABORD'ÂGES SERVICES
Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000 euros
Siège Social : 26, rue Ambroise Bernard – 22100 DINAN
752 323 238 RCS ST MALO

DECISIONS COLLECTIVES UNANIMES DES ASSOCIES DU 30 DECEMBRE 2013

PROCÈS-VERBAL

L'An Deux Mille Treize,
le trente décembre,



Les associés de la société « **A L'ABORD'ÂGES SERVICES** », société à responsabilité limitée au capital de 8.000 euros divisé en 400 parts sociales de 20 euros chacune, dont le siège social est situé 26, rue Ambroise Bernard – 22100 DINAN, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ST MALO sous le numéro 752 323 238 (la « **Société** »), se sont réunis au siège social.

Sont présents :

Monsieur David MEUNIER, propriétaire de 200 parts
Numérotées de 1 à 200

Monsieur David BOUILLE, propriétaire de 200 parts
Numérotées de 201 à 400

Soit les 400 parts représentant la totalité du capital social de la Société.

Il est préalablement rappelé que conformément à l'article 24-1 des statuts, les décisions collectives peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte.

Les susnommés déclarent avoir disposé du temps suffisant pour prendre connaissance et conseil, et étudier les décisions mises à l'ordre du jour, et avoir reçu toute l'information nécessaire à cet égard.

Les susnommés ont pris les décisions suivantes concernant l'ordre du jour ci-après :

ORDRE DU JOUR

- Autorisation d'un projet de cession de 72 parts sociales de la Société appartenant à Monsieur David MEUNIER au profit de Monsieur Frank CABON et agrément de Monsieur Frank CABON en qualité de nouvel associé de la Société ;
- Autorisation d'un projet de cession de 56 parts sociales de la Société appartenant à Monsieur David BOUILLE au profit de Monsieur Frank CABON et agrément de Monsieur Frank CABON en qualité de nouvel associé de la Société ;
- Autorisation d'un projet de cession de 16 parts sociales de la Société appartenant à Monsieur David BOUILLE au profit de Madame Cécile CABON et agrément de Madame Cécile CABON en qualité de nouvelle associée de la Société ;
- Changement de dénomination sociale ;

1
M DB

- Modifications corrélatives des statuts ;
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités ;
- Questions diverses.

PREMIÈRE DÉCISION

Les associés,

après avoir pris connaissance du projet de cession par Monsieur David MEUNIER de 72 parts sociales sur les 200 parts lui appartenant dans le capital de la Société, numérotées de 129 à 200 au profit de Monsieur Frank CABON au prix forfaitaire de MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (1.440 €) pour les 72 parts cédées, soit 20 € par part cédée,

décident, à l'unanimité, conformément à l'article 13-1-c des statuts, d'agréer ladite cession de parts sociales et Monsieur Frank CABON en qualité de nouvel associé de la Société.

DEUXIÈME DÉCISION

Les associés,

après avoir pris connaissance du projet de cession par Monsieur David BOUILLE de 56 parts sociales sur les 200 parts lui appartenant dans le capital de la Société, numérotées de 201 à 256 au profit de Monsieur Frank CABON au prix forfaitaire de MILLE CENT VINGT EUROS (1.120 €) pour les 56 parts cédées, soit 20 € par part cédée,

décident, à l'unanimité, conformément à l'article 13-1-c des statuts, d'agréer ladite cession de parts sociales et Monsieur Frank CABON en qualité de nouvel associé de la Société.

TROISIÈME DÉCISION

Les associés,

après avoir pris connaissance du projet de cession par Monsieur David BOUILLE de 16 parts sociales sur les 200 parts lui appartenant dans le capital de la Société, numérotées de 257 à 272 au profit de Madame Cécile CABON au prix forfaitaire de TROIS CENT VINGT EUROS (320 €) pour les 16 parts cédées, soit 20 € par part cédée,

décident, à l'unanimité, conformément à l'article 13-1-c des statuts, d'agréer ladite cession de parts sociales et Madame Cécile CABON en qualité de nouvelle associée de la Société.

QUATRIÈME DÉCISION

Les associés décident, à l'unanimité, de modifier la dénomination sociale de la Société de « A L'ABORD'ÂGES SERVICES » en « UNION SOCIALE ET SOLIDAIRE », avec effet à compter de ce jour et d'utiliser désormais le signe « USS », ainsi que le nom commercial et l'enseigne « UNION SOCIALE ET SOLIDAIRE ».

DM DB ²

CINQUIÈME DÉCISION

Les associés, en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, décident, à l'unanimité, sous réserve de la réalisation définitive des cessions de parts projetées, de modifier les articles 3 et 7 des statuts comme suit :

« ARTICLE 3 – DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **UNION SOCIALE ET SOLIDAIRE**

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie, immédiatement et lisiblement, des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social. »

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à HUIT MILLE EUROS (8.000 €) et divisé en QUATRE CENTS (400) parts d'une valeur nominale de 20 € chacune, portant les numéros 1 à 400, qui ont été intégralement souscrites et entièrement libérées.

Il est actuellement réparti de la manière suivante :

Monsieur David MEUNIER, propriétaire de Numérotées de 1 à 128	128 parts
Monsieur Frank CABON, propriétaire de Numérotées de 129 à 256	128 parts
Madame Cécile CABON, propriétaire de Numérotées de 257 à 272	16 parts
Monsieur David BOUILLE, propriétaire de Numérotées de 273 à 400	128 parts
TOTAL	<hr/> 400 parts »

SIXIÈME DÉCISION

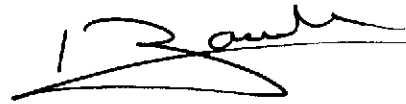
Les associés, décident, à l'unanimité, de donner tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes formalités et effectuer tous dépôts.

Plus rien n'étant à délibérer, les associés décident que l'ordre du jour est clos.

Les associés décident que la présente décision sera mentionnée au registre des délibérations.



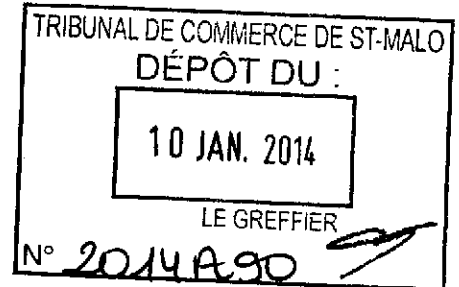
Monsieur David MEUNIER



Monsieur David BOUILLE

UNION SOCIALE ET SOLIDAIRE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000 euros
Siège Social : 26, rue Ambroise Bernard – 22100 DINAN
752 323 238 RCS ST MALO



STATUTS

Mis à jour lors des décisions unanimes des associés du 30 décembre 2013

Certifiés conformes
La gérance



LES SOUSSIGNES

1) Monsieur David, Emmanuel MEUNIER,
Epoux de Madame Camille LACHENUAD,
Demeurant 26 rue Ambroise Bernard 22100 DINAN.

Né à ROUEN, le 25 novembre 1972.

Monsieur et Madame MEUNIER LACHENAUD mariés sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me GOUR, Notaire à PLEDELIAC le 5 août 2010, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de DINAN le 4 septembre 2010.

2) Monsieur David BOUILLE,
Epoux de Madame Eliana DA COSTA,
Demeurant 17 rue Sainte Anne 22100 QUEVERT.

Né à MONTLUCON le 30 novembre 1977.

Monsieur et Madame BOUILLE DA COSTA mariés sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de RIVEDOUX le 15 septembre 2007, sans modification depuis.

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet dans le secteur de la petite enfance et enfance - jeunesse :

1°) Le recrutement, l'assistance au recrutement, l'évaluation de tous personnels ;

2°) L'ingénierie de formation, audit, conseils et accompagnement de projets, études, formation continue, formation d'élus, services aux centres de formation, portage salarial

3°) L'établissement de tous dossiers de création, d'agrandissement et de développement de structures ; ainsi que toutes recherches en matière de financement ;

4°) L'établissement de tous dossiers de diagnostics et d'évaluations externes requises conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **UNION SOCIALE ET SOLIDAIRE**

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

DINAN 26, rue Ambroise Bernard 22100

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

6.1 - APPORTS EN NUMERAIRE

Les soussignés font apport et versent à la société, savoir:

- Monsieur Cédric LAVENU, la somme de deux mille euros, ci.....	2.000 €
- Monsieur Franck CABON, la somme de deux mille euros, ci	2.000 €
- Monsieur David MEUNIER, la somme de deux mille euros, ci.....	2.000 €
- Monsieur David BOUILLE, la somme de deux mille euros, ci	2.000 €

Ensemble : huit mille euros, ci..... **8.000 €**

Soit au total une somme de 8.000 €, correspondant à 400 parts au nominal de 20 chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

La somme totale versée soit 8.000 € a été déposée par les associés, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à

Cette somme sera retirée par le gérant de la société ou son mandataire sur présentation du certificat délivré par le greffier du tribunal de commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

DECLARATIONS DE REMPLOI

I - Monsieur Frank CABON déclare avoir utilisé, pour la souscription des parts qui lui sont ci-dessus attribuées, des fonds qui lui sont propres comme provenant de la donation d'une somme en numéraire qui lui a été consentie par Monsieur François CABON et Madame Anne Louise ROUDAUT, ses père et mère.

En conséquence, il entend que les parts qui lui sont attribuées, se substituant auxdits fonds, prennent elles-mêmes la nature de biens propres.

INTERVENTION :

A l'instant même est intervenue :

Madame Gaëlle GLOAGUEN, épouse de Monsieur Frank CABON ;

Dont le conjoint est apporteur d'une somme en numéraire à la société.

Laquelle reconnaît la nature de bien propre de l'apport effectué par son conjoint.

II - Monsieur David BOUILLE déclare avoir utilisé, pour la souscription des parts qui lui sont ci-dessus attribuées, des fonds qui lui sont propres comme provenant de la donation d'une somme en numéraire qui lui a été consentie par Monsieur Alain Gérard Paul BOUILLE, son Père.

En conséquence, il entend que les parts qui lui sont attribuées, se substituant auxdits fonds, prennent elles-mêmes la nature de biens propres.

INTERVENTION :

A l'instant même est intervenue :

Madame Eliana DA COSTA, épouse de Monsieur David BOUILLE ;

Dont le conjoint est apporteur d'une somme en numéraire à la société.

Laquelle reconnaît la nature de bien propre de l'apport effectué par son conjoint.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à HUIT MILLE EUROS (8.000 €) et divisé en QUATRE CENTS (400) parts d'une valeur nominale de 20 € chacune, portant les numéros 1 à 400, qui ont été intégralement souscrites et entièrement libérées.

Il est actuellement réparti de la manière suivante :

Monsieur David MEUNIER, propriétaire de Numérotées de 1 à 128	128 parts
Monsieur Frank CABON, propriétaire de Numérotées de 129 à 256	128 parts
Madame Cécile CABON, propriétaire de Numérotées de 257 à 272	16 parts
Monsieur David BOUILLE, propriétaire de Numérotées de 273 à 400	128 parts
TOTAL	400 parts

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIAL

Le capital social pourra être augmenté en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, conformément aux dispositions légales.

Si l'augmentation du capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social pourra être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, conformément aux dispositions légales. Si la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 10 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales résulteront des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées.

Chaque associé peut se faire délivrer, à ses frais, des copies ou extraits des statuts et actes modificatifs, ainsi qu'il sera dit ci-après.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés. Les droits et obligations attachés aux parts les suivent, dans quelque main qu'elles passent. Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. A cet égard, les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quel que soit le nombre des parts possédées par cette indivision.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que dans une seule tête.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

13.1 - CESSIIONS

a) Forme de la cession. Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du commerce et des sociétés.

b) Cessions entre associés, conjoints, ascendants, descendants. Les parts ne sont cessibles entre associés, conjoints, ascendants ou descendants que dans les conditions prévues ci-après : le cédant portera le projet de cession à la connaissance des associés par lettre recommandée avec accusé de réception en laissant à ces derniers un délai d'un mois destiné à leur permettre d'apprécier les motifs de la cession préalablement à la signature de l'acte la constatant ; la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales pourra s'opposer au projet de cession si les motifs n'en sont pas justifiés ; l'opposition sera notifiée au cédant et au cessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai maximum de huit jours suivant l'expiration du délai de réflexion d'un mois ci-dessus.

Le délai expiré, l'opposition ne sera plus possible et la cession sera considérée comme acceptée tacitement par tous les associés.

c) Agrément de cession à des tiers non associés n'ayant pas la qualité de conjoints, ascendants ou descendants du cédant. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le conjoint d'un associé apporteur de biens communs ou acquéreur de parts sociales à partir de fonds communs est agréé en qualité d'associé par les autres associés dans les mêmes conditions de majorité s'il a notifié postérieurement à l'apport ou l'acquisition son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si cette notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours, à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet. La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

d) Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée. Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de six mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Toute clause contraire est nulle. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision du président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. La désignation de l'expert prévue à l'article 1843-4 du Code civil est faite soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

13.2 - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION OU DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTE.

Lorsqu'elle entraîne acquisition de la qualité d'associé la transmission des parts sociales, par voie de succession, de dissolution ou de liquidation de communauté, est soumise à l'agrément des associés dans les conditions prévues ci-dessus.

FDN D2 C.C. EDC

Les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, les conjoints déjà associés, en cas de dissolution ou de liquidation de communauté, ne sont pas soumis à l'agrément des associés en ce qui concerne la transmission des parts sociales dépendant de la succession ou de la communauté.

13.3 - NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article ci-dessus, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

ARTICLE 14 - ASSOCIE UNIQUE

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite, ou la déconfiture d'un associé.

ARTICLE 16 - NOMINATION DES GERANTS

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisis en dehors des associés. Les gérants statutaires sont désignés dans les statuts et les autres gérants sont nommés par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En l'absence de dispositions contraires, les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Le gérant de la société est :

Monsieur David BOUILLE

Monsieur BOUILLE déclare accepter la fonction qui lui est confiée pour une durée indéterminée.

ARTICLE 17 - POUVOIRS DES GERANTS

Les gérants ont seuls la signature sociale ; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.

Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est convenu que la gérance ne pourra, sans y être autorisée par une décision des associés prise à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales, contracter des emprunts autres que des emprunts bancaires, effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles autres que celui du siège social, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de société et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ou prendre des intérêts dans des sociétés ayant ou non le même objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. Les comptes sociaux et le rapport de gestion doivent être établis par tous les gérants.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

ARTICLE 18 - REMUNERATION DES GERANTS

En rémunération de ses fonctions chacun des gérants a droit à un traitement qui est fixé par décision ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 19 - DUREE DES FONCTIONS DU GERANT - REVOCATION - DEMISSION - DECES OU RETRAIT - REMPLACEMENT

19.1 - DUREE

La durée des fonctions du ou des gérants subséquents est fixée par la décision collective qui les nomme. Tous les gérants sont rééligibles.

19.2 - REVOCATION DE GERANT

Le ou les gérants sont révocables par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Toute clause contraire est réputée non écrite. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

En outre, le ou les gérants sont révocables par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

19.3 - DEMISSION DU GERANT

Le ou les gérants ont le droit de renoncer à leurs fonctions, à charge pour eux d'informer leurs associés de leur décision, six mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera dressé acte de ce changement, lequel ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

Cependant la collectivité des associés pourra toujours prendre acte de la démission d'un ou des gérants avec effet ne coïncidant pas avec la date d'un exercice.

Le décès ou le retrait du gérant pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le gérant survivant mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

S'il n'existe qu'un seul gérant en fonctions au jour du décès, les associés devront réorganiser la gérance dans un délai de trois mois, ou transformer la société en société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la société.

Dans ce cas, durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonction au jour de son décès, continueront à exercer leurs pouvoirs afin d'assurer la gestion de la société, sauf décision contraire de la collectivité des associés. A défaut, les associés désigneront un gérant provisoire, associé ou non.

19.4 - REMPLACEMENT DU GERANT

Dans les cas prévus ci-dessus et sous réserve des conditions particulières à ces cas, la collectivité des associés procède au remplacement du gérant.

Dans ce cas elle est consultée d'urgence par le cogérant en exercice ou par un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice, à la requête de l'associé le plus diligent. En outre, en cas de révocation du gérant, la collectivité des associés doit procéder par la même décision à la nomination de son remplaçant.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants soit individuellement, soit en se groupant, à condition qu'ils représentent au moins un dixième du capital social, et en chargeant à leurs frais un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir cette action tant en demande qu'en défense. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

21.1 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si la société vient à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, les associés sont tenus de désigner un commissaire aux comptes pour une durée de six exercices.

EDC C.L. DB MA FE

21.2 - INCOMPATIBILITES

Ne peuvent être choisis comme commissaires aux comptes :

1. - Les gérants ainsi que leurs conjoint, ascendants ou descendants et collatéraux au quatrième degré inclusivement.
2. - Les apporteurs en nature et les bénéficiaires d'avantages particuliers.
3. - Les personnes qui directement ou indirectement ou par personnes interposées, reçoivent de la société ou de ses gérants un salaire ou une rémunération quelconque à raison d'une activité autre que celle de commissaire aux comptes.
4. - Les sociétés de commissaires aux comptes dont l'un des associés, actionnaires ou dirigeants se trouve dans l'une des situations prévues aux alinéas précédents.
5. - Les conjoints des personnes qui, en raison d'une activité autre que celle de commissaire aux comptes, reçoivent soit de la société, soit des gérants de celle-ci, un salaire ou une rémunération en raison de l'exercice d'une activité permanente.
6. - Les sociétés de commissaires aux comptes dont soit l'un des dirigeants soit l'associé ou actionnaire exerçant les fonctions de commissaire aux comptes au nom de la société a son conjoint qui se trouve dans l'une des situations prévues au 5°.

Pendant les cinq années qui suivent la cessation de leurs fonctions, les commissaires ne peuvent devenir gérants de la société. Pendant le même délai, ils ne peuvent être nommés gérants, administrateurs, directeurs généraux, membres du directoire ou du conseil de surveillance des sociétés disposant de 10 % du capital de la société contrôlée par eux ou dont celle-ci possède 10 % du capital.

Les délibérations prises à défaut de désignation régulière de commissaires aux comptes ou sur le rapport de commissaires aux comptes nommés ou demeurés en fonction contrairement aux présentes dispositions sont nulles. L'action en nullité est éteinte si ces délibérations sont expressément confirmées par une assemblée sur le rapport de commissaires régulièrement désignés.

21.3 - NOMINATION JUDICIAIRE

Si les associés omettent d'élire un commissaire, un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital pourront demander en justice la désignation d'un commissaire aux comptes, le gérant dûment appelé ; le mandat ainsi conféré prend fin lorsqu'il a été pourvu par l'assemblée générale à la nomination du ou des commissaires.

21.4 - RECUSATION

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, le comité d'entreprise, le ministère public, dans les conditions fixées par décret, pourront demander en justice, pour juste motif, la récusation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes désignés par l'assemblée générale.

S'il est fait droit à la demande, un nouveau commissaire aux comptes sera désigné en justice.

Il demeurera en fonction jusqu'à l'entrée en fonction du commissaire aux comptes désigné par l'assemblée générale.

RE PM DB C. C. EDC

21.5 - FONCTIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les commissaires aux comptes certifient la régularité et la sincérité de l'inventaire, du compte de résultat, du bilan et de l'annexe.

Ils vérifient la sincérité des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associées sur la situation financière et les comptes de la société.

A cet effet, ils opèrent les contrôles et vérifications prévus par la loi et dans les conditions qu'elle a fixées.

Ils peuvent se faire assister ou représenter par tels experts ou collaborateurs de leur choix.

Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion de la société.

Si plusieurs commissaires aux comptes sont en fonction, ils peuvent procéder séparément à leurs investigations, vérifications et contrôles, mais ils établissent un rapport commun. En cas de désaccord entre les commissaires, le rapport indique les différentes opinions exprimées.

Les commissaires aux comptes portent à la connaissance du gérant :

1. - Les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé et les différents sondages auxquels ils se sont livrés.

2. - Les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications leur paraissent devoir être apportées, en faisant toutes observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents.

3. - Les irrégularités et les inexactitudes qu'ils auraient découvertes.

4. - Les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du précédent exercice. Les commissaires aux comptes signalent, à la plus prochaine assemblée générale, les irrégularités et inexactitudes relevées par eux au cours de l'accomplissement de leur mission.

En outre, ils révèlent au procureur de la République les faits délictueux dont ils ont eu connaissance, sans que leur responsabilité puisse être engagée par cette révélation.

5. - Le commissaire aux comptes demande au gérant des explications sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation qu'il a relevé à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Le gérant est tenu de répondre dans les conditions et délais fixés par décret en Conseil d'État.

Cette réponse est communiquée au comité d'entreprise. En cas d'inobservation de ces dispositions ou si, en dépit des décisions prises, le commissaire constate que la continuité de l'exploitation demeure compromise, il établit un rapport spécial.

Il peut demander que ce rapport spécial soit adressé aux associés ou qu'il soit présenté à la prochaine assemblée générale.

Le rapport est communiqué au comité d'entreprise.

edc t.c. DB NA FE

Sous réserve des dispositions des alinéas précédents, les commissaires aux comptes, ainsi que leurs collaborateurs et experts, sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions.

Dans leur rapport à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice, les commissaires aux comptes font état, le cas échéant, des observations que ces comptes appellent de leur part et éventuellement des motifs pour lesquels ils refusent d'en certifier la régularité et la sincérité.

Les commissaires aux comptes sont avisés, au plus tard, en même temps que les associés des assemblées ou consultations. Ils ont accès aux assemblées.

21.6 - REMUNERATION

Les honoraires des commissaires aux comptes sont à la charge de la société. Ils sont fixés selon les modalités déterminées par décret.

21.7 - REVOCATION

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes pourront être révoqués par décision de justice à la demande du gérant, du comité d'entreprise s'il en existe un, d'un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital, ou de l'assemblée générale.

21.8 - RESPONSABILITE

Les commissaires aux comptes sont responsables, tant à l'égard de la société que des tiers, des conséquences dommageables des fautes et négligences qu'ils ont commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils ne sont pas responsables des infractions commises par les gérants, sauf si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas révélées dans leur rapport à l'assemblée générale.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS SOUMISES A PROCEDURE SPECIALE

La gérance présente à l'assemblée statuant sur les comptes d'un exercice ou joint aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés. Ce rapport contient :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;

- le nom des gérants ou associés intéressés ;

- la nature et l'objet desdites conventions ;

- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;

- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice.

RE NM 05 C L ecc

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge, pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions toutefois ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 23 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Toutefois, si la société exploite un établissement financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de commerce conclues à des conditions normales.

Cette interdiction s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES

24.1 - FORME ET OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée.

Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux associés à l'initiative des associés du commissaire aux comptes ou d'un mandataire désigné par justice.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises au choix de la gérance soit en assemblée, soit par consultation écrite des associés, soit par le consentement unanime des associés exprimé dans un acte.

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions collectives extraordinaires ont pour objet la modification des statuts ainsi que l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

EDC E.C. DG. PJA FE

Toutes les autres décisions sont qualifiées de décisions collectives ordinaires.

24.2 - DECISIONS ORDINAIRES

Elles ont pour objet notamment de donner à la gérance les autorisations nécessaires à l'accomplissement des actes excédant ses pouvoirs tels qu'ils ont été définis à l'article 17 ci-dessus, de se prononcer sur les comptes de la société, décider toute affectation et répartition des bénéfices, nommer le gérant non statutaire, prendre acte de la démission du gérant, le révoquer, se prononcer sur les conventions visées à l'article 29 ci-dessus et, d'une manière générale, de se prononcer sur toutes questions n'emportant pas de modifications de statuts ou l'agrément de cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois, sur les mêmes questions figurant à l'ordre du jour de la première convocation ou consultation, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Par exception au paragraphe ci-dessus, les décisions relatives à la nomination du gérant non statutaire, ou à sa révocation, sont toujours prises à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales.

24.3 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Elles ont pour objet de modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés à l'unanimité.

Par dérogation à ces dispositions, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social, ou encore transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, ou en commandite par actions.

24.4 - MODE DE CONSULTATION DES ASSOCIES EN CAS D'ASSEMBLEE

24.4.1 - CONVOCATION

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance ou, s'il en existe un, par le commissaire aux comptes. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Reçu DB C. C. etc

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée. Celle-ci indique l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

24.4.2 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

24.4.3 - REUNION DE L'ASSEMBLEE

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre endroit de la même ville indiquée dans la lettre de convocation. Elle est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

24.4.4 - VOTE, REPRESENTATION

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

24.4.5 - PROCES-VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

EDC C - C DS 5/11 FC

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé, soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune ou un adjoint au maire.

Toutefois les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille est remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

24.4.6 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle qui doit statuer sur les comptes de l'exercice, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, les mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

24.5 - ASSEMBLEE STATUANT SUR LES COMPTES SOCIAUX

24.5.1 - REUNION DE L'ASSEMBLEE

Dans le délai de six mois qui suit la clôture de l'exercice, le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe établis par les gérants sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée.

24.5.2 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe ainsi que le rapport de gestion établi par la gérance, sont tenus au siège social à la disposition des commissaires aux comptes, s'il en existe, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le rapport de gestion ainsi que le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

A compter de la communication des documents prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

FC DA DB...C.C. EDC

24.6 - DECISIONS PRISES PAR CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES

24.6.1 - MODALITE DE LA CONSULTATION

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai de vingt jours, à compter de la date de réception des projets de résolution, pour émettre leur vote par écrit.

Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non.

24.6.2 - MENTION SPECIALE DANS LES PROCES-VERBAUX

En cas de consultation écrite, les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 24.4.5 des présents statuts, relatif aux décisions prises en assemblées. Toutefois, il y est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit. La réponse de chaque associé est annexée à ces procès-verbaux.

24.7 - DECISIONS RESULTANT DU CONSENTEMENT DE TOUS LES ASSOCIES

A l'exception des décisions statuant sur le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels établis par les gérants, toutes autres décisions collectives peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé par leur signature apposée sur un acte écrit.

ARTICLE 25 - DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

25.1 - DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice.

L'associé a également le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants : comptes de résultat, bilans, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. A cette fin, il peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux.

25.2 - EXPERTISE

Un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander soit individuellement soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, la désignation en justice d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

EDC C. C. DB D. Fz

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre à la charge de la société les honoraires des experts.

Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au commissaire aux comptes ainsi qu'au gérant. Ce rapport doit en outre être annexé à celui établi par le commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

25.3 - PROCEDURE D'ALERTE

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes.

ARTICLE 26 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le PREMIER JANVIER (1^{er} janvier) pour se terminer le TRENTE ET UN DECEMBRE (31 décembre) de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2013.

ARTICLE 27 - COMPTES SOCIAUX

27.1 - ÉTABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'Inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par la société.

Elle établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

27.2 - FORMES ET METHODES D'EVALUATION DES COMPTES SOCIAUX

Le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

Dans ce dernier cas, les modifications doivent être décrites et justifiées dans l'annexe. Elles doivent aussi être signalées dans le rapport de gestion, et le cas échéant, dans le rapport des commissaires aux comptes.

27.3 - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires.

FE DA 05 . C . C EDC

Les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ces frais peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

ARTICLE 28 - INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Si la société vient à répondre à l'un des critères définis par décret et tirés du nombre de salariés ou du chiffre d'affaires, compte tenu éventuellement de la nature de l'activité, le ou les gérants sont tenus d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel.

La périodicité, les délais et les modalités d'établissement de ces documents sont également précisés par décret.

La société cesse d'être assujettie à cette obligation lorsqu'elle ne remplit aucune de ces conditions pendant deux exercices successifs.

Les documents susvisés sont analysés dans des rapports écrits sur l'évolution de la société établis par le gérant, qui les communique au commissaire aux comptes, au comité d'entreprise, et, le cas échéant, au conseil de surveillance lorsqu'il est institué dans ces sociétés.

En cas de non-observation de ces dispositions, ou si les informations données dans les rapports visés à l'alinéa précédent appellent des observations de sa part, le commissaire aux comptes le signale dans un rapport au gérant ou dans le rapport annuel. Il peut demander que son rapport soit adressé aux associés ou qu'il en soit donné connaissance à l'assemblée des associés. Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise.

ARTICLE 29 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

29.1 DÉFINITIONS

A) RÉSERVE LÉGALE :

A peine de nullité de toute délibération contraire, il est fait sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit «réserve légale».

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

B) BÉNÉFICE DISTRIBUABLE :

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément à la loi.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

EDC C.A. DB D.A. F.E

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

C) REPORT A NOUVEAU :

L'assemblée peut décider l'inscription, au compte report à nouveau, de tout ou partie des bénéfices distribuables. Elle fixe l'affectation ou l'emploi des bénéfices ainsi inscrits à ces comptes. Ils peuvent être affectés notamment au financement des investissements de la société.

D) SOMMES DISTRIBUABLES :

Le total du bénéfice distribuable et des réserves, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte report à nouveau, dont l'assemblée a la disposition, constitue les sommes distribuables.

29.2 - REPARTITION DES BENEFICES - DIVIDENDES

a) Affectation des bénéfices :

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société - depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire - a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice.

Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au précédent alinéa.

Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif.

b) Paiement des dividendes :

Conformément à l'article 2277 du Code civil, la prescription de cinq ans est applicable aux dividendes non réclamés.

Les modalités de mise en paiement des dividendes, votés par l'assemblée générale, sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice ; la prolongation de ce délai peut être accordée par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête, à la demande de la gérance.

c) Répétition des dividendes. Aucune répétition de dividendes ne peut être exigée, hors les cas de distribution de dividendes fictifs, ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire. Dans ces cas, l'action en répétition se prescrit par trois ans à compter de la distribution des dividendes.

RE MI DG C L etc

En outre la société doit prouver que les bénéficiaires de la distribution avaient connaissance du caractère irrégulier de celle-ci, ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

ARTICLE 30 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé a la possibilité, avec le consentement de la gérance, de verser dans la caisse sociale les fonds jugés utiles aux besoins de la société. Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, les délais pour retirer les sommes sont arrêtés dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés en appliquant les dispositions de l'article 22 des présents statuts.

ARTICLE 31 - TRANSFORMATION

La transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société.

Par ailleurs, un ou plusieurs commissaires à la transformation, chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux ; ils peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionné ci-dessus. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 21.2 des présents statuts. Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation. Le rapport est tenu à la disposition des associés.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Une transformation effectuée en violation de ces dispositions est nulle.

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés étant entendu que chaque indivision ne compte que pour un seul associé, elle doit, dans le délai de deux ans, être transformée en société anonyme. A défaut, elle est dissoute à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante. Les associés ont l'obligation d'obtenir par tous moyens une réduction de leur nombre. Ceux des associés qui s'opposeraient à toute solution raisonnable tendant à ce résultat seraient tenus pour responsables du préjudice que pourrait causer la dissolution de la société.

de C.L. DS 07 F

ARTICLE 32 - DISSOLUTION

32.1 - DISSOLUTION A L'ARRIVEE DU TERME A DEFAUT DE PROROGATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance devra provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

La décision des associés sera dans tous les cas rendue publique. A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé pourra demander au président du tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés sur cette question.

32.2 - DISSOLUTION ANTICIPEE

A) REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN :

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société.

En cas de décision de dissolution prise par l'associé unique personne physique, les dispositions de l'article 33 des présents statuts seront appliquées. Si la décision de dissolution est prise par l'associé unique personne morale, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

B) DECISION DES ASSOCIES :

La dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

C) CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL :

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 24.5, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

RE M DB C L EDC

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu de ce siège et inscrite au Registre du commerce et des sociétés. A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

D) CAPITAL SOCIAL INFÉRIEUR AU MINIMUM LÉGAL :

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant du minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

En cas d'observation des dispositions du précédent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 33 - LIQUIDATION

33.1 - OUVERTURE DE LA LIQUIDATION ET EFFETS

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit ; sa dénomination sociale est alors suivie de la mention « société en liquidation ».

Cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses. La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés.

La dissolution de la société n'entraîne pas de plein droit la résiliation des baux des immeubles utilisés pour son activité sociale, y compris les locaux d'habitation dépendant de ces immeubles.

Si, en cas de cessation du bail, l'obligation de garantie ne peut plus être assurée dans les termes de celui-ci, il peut y être substitué, par décision du président du tribunal de grande instance du lieu de la situation de l'immeuble, toute garantie offerte par le cessionnaire ou un tiers, et jugée suffisante.

33.2 - DESIGNATION DU OU DES LIQUIDATEURS

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution de la société. Elle règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Les liquidateurs exercent leurs fonctions conformément à la loi.

EDR C. C. DA MA FC

Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête. La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs accompagnés de toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective des associés.

33.3 - CONTROLE DE LA LIQUIDATION

En l'absence de commissaire aux comptes, les associés peuvent, par une décision prise à la majorité du capital, désigner un ou plusieurs mandataires chargés de contrôler les opérations de liquidation. Leurs pouvoirs, leurs obligations et leur rémunération sont fixés par l'assemblée qui les nomme.

33.4 - FIN DE LA LIQUIDATION

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus à donner au liquidateur pour sa gestion et la décharge de son mandat, et pour constater la clôture de la liquidation. A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation.

ARTICLE 34 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du procureur de la République près le tribunal de grande instance du lieu du siège social.

ARTICLE 35 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Il est donné mandat aux fondateurs de la société jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés, de prendre toutes dispositions et tous engagements nécessaires ou utiles à la création de la société, pour toutes formalités constitutives, bancaires, administratives, sociales ou autres.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, emportera reprise de plein droit des engagements par la société, conformément aux dispositions de l'article 26 du décret du 23 mars 1967.

ARTICLE 36 - DELAIS

Les délais stipulés aux présents statuts doivent être décomptés selon les règles fixées par les articles 640 à 642 du Nouveau Code de procédure civile.

FE DM DS C. L. EDC

ARTICLE 37 - PUBLICITE

Les formalités de constitution étant accomplies, un avis sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés aux gérants pour effectuer les différentes formalités prescrites par la loi.

ARTICLE 38 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Fait en quatre originaux, dont un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au greffe, et un pour le dépôt au siège social, et en quatre exemplaires pour être remis à chacun des associés.

A RENNES
L'AN DEUX MIL DOUZE
Le vingt trois mai

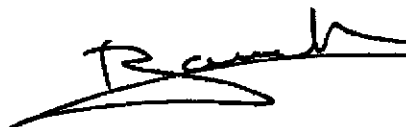
Enregistré à RENNES EST le 05 juin 2012 bordereau n° 2012/1899 case n° 26.

STATUTS MIS A JOUR :

Le 3 septembre 2012 : suite à la cession de parts par Messieurs Cédric LAVENU et Frank CABON au profit de Messieurs David MEUNIER et David BOUILLE ;

Le 4 septembre 2012 : suite à l'assemblée générale extraordinaire des associés prenant acte de la démission de gérance de Messieurs Cédric LAVENU et David MEUNIER de leurs fonctions de gérants et décidant du transfert du siège social.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Frank Cabon', written over a horizontal line.

2014 DDD

Enregistrement : 25 €
Total liquidé : vingt-cinq euros
Montant reçu : vingt-cinq euros
Le Contrôleur principal des impôts

Pénalités :

CESSION

[Signature]

Mme Sylvie TREMEL

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ST-MALC
DÉPÔT DU :
10 JAN. 2014
LE GREFFIER
N° 2014 A 90

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

➤ **Monsieur David BOUILLE,**

Né à MONTLUCON le 30 novembre 1977, de nationalité française

Époux de Madame Eliana DA COSTA, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de RIVEDOUX le 15 septembre 2007, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucun modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à QUEVERT (22100), 17 rue Sainte Anne,

Ci-après dénommé le « Cédant »

DE PREMIERE PART

ET :

➤ **Madame Cécile CABON,**

Né le 9 septembre 1972 à BREST (29), de nationalité française,

Célibataire majeure, non liée par un pacte civil de solidarité, ainsi déclaré,

Demeurant à COURBEVOIE (92400), 8 bis Rue Sébastopol – appartement 25,

Ci-après dénommée le « Cessionnaire »

DE SECONDE PART

Le Cédant et le Cessionnaire étant ci-après dénommés, individuellement une « Partie » et, collectivement, les « Parties »

AVEC L'INTERVENTION DE :

➤ **Madame ELIANA DA COSTA, épouse BOUILLE,**

Épouse de Monsieur David BOUILLE, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de RIVEDOUX le 15 septembre 2007, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucun modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à QUEVERT (22100), 17 rue Sainte Anne.

nb EDC

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

1/ LeCédant est associé au sein d'une société à responsabilité limitée dénommée « **A L'ABORD'ÂGES SERVICES** » (ci-après la « **Société** »), dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Dénomination** : « **A L'ABORD'ÂGES SERVICES** »
- **Forme sociale** : Société à Responsabilité Limitée
- **Siège social** : DINAN (22100), 26 rue Ambroise Bernard
- Immatriculée au **RCS de ST MALO** sous le numéro **752 323 238**
- **Gérant** : Monsieur David BOUILLE
- **Objet et activité principale** : Dans le secteur de la petite enfance/jeunesse :
 1. le recrutement, l'assistance au recrutement, l'évaluation de tous personnels ;
 2. l'ingénierie de formation, audit, conseil et accompagnements de projets, études, formation continue, formation d'élus, services aux centres de formation, portage salarial ;
 3. l'établissement de tous dossiers de création, d'agrandissement et de développement de structures ; ainsi que toutes recherches en matière de financement ;
 4. l'établissement de tous dossiers de diagnostics et d'évaluations externes requises conformément aux dispositions législatives et réglementaires.
- Constituée par acte sous seing privé le 23 mai 2012, enregistrée à la recette des impôts de RENNES EST le 5 juin 2012, bordereau 2012/1899 case 26, pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de RENNES le 2 octobre 2012.
- Capital social : 8.000 Euros, divisé en 400 parts de même valeur nominale chacune, réparties de la manière suivante :

Monsieur David MEUNIER, propriétaire de Numérotées de 1 à 200	200 parts
--	-----------

Monsieur David BOUILLE, propriétaire de Numérotées de 201 à 400	200 parts
--	-----------

TOTAL	400 parts
-------	-----------

- Conformément à l'article 13-1-c des statuts, « *Les parts sociales ne peuvent être cédées, à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les ¾ des parts sociales.* »
- L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année suivante. Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2013.
- La Société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

2/ Le Cessionnaire a manifesté son intérêt pour l'acquisition de 16 parts sociales numérotées 257 à 272 détenues par le Cédant dans le capital social de la Société ; de son côté, le Cédant s'est montré intéressé par cette cession (la « **Cession** »).

En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent contrat de cession (le « **Contrat** »).

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES CE QUI SUIVIT :

Article 1 - Cession et Acquisition de parts sociales

Par les présentes, le Cédant cède et transfère au Cessionnaire, qui accepte, la pleine et entière propriété de SEIZE (16) parts sociales numérotées 257 à 272 incluse (les « **Parts Sociales** »), que le Cédant détient à la date de ce jour dans le capital social de la Société.

Il est expressément convenu que la Cession aura lieu avec tous les droits et obligations attachés auxdites Parts Sociales, celles-ci étant libres de toutes sûretés, nantissements, charges, réclamations, ou autres droits de tiers (y compris, sans que ce soit limitatif, les droits de préemption), quelle qu'en soit la nature, ainsi que tout droit qui leur serait actuellement, ou qui pourrait leur être attaché à l'avenir, le tout à l'exception de ce qui pourra être dit ci-après.

Article 2 - Origine de propriété

Le Cédant déclare être propriétaire des Parts Sociales pour les avoir acquises de Monsieur Cédric LAVENU et Monsieur Frank CABON le 3 septembre 2012.

Article 3 - Propriété – Jouissance

En conséquence de la Cession, le Cessionnaire a, à compter de ce jour, la pleine propriété et l'entière jouissance des Parts Sociales cédées, et de tous les droits qui y sont attachés, en ce compris les droits aux dividendes au titre de l'exercice en cours.

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux Parts Sociales à compter de ce jour.

Il est rappelé que la Cession ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement des formalités et, notamment, après la publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 – Prix de cession - Paiement

La Cession est réalisée, consentie et acceptée moyennant le prix principal, forfaitaire, définitif, de **TROIS CENT VINGT EUROS (320 €)** (ci-après le « **Prix** ») pour la totalité des SEIZE (16) Parts Sociales cédées.

Le Prix est payé à l'instant même, comptant, par le Cessionnaire au Cédant par chèque bancaire, ce que ce dernier reconnaît, accepte et en donne bonne et valable quittance sous réserve d'encaissement.

DONT QUITTANCE SOUS RESERVE D'ENCAISSEMENT

Article 5 – Opposabilité de la Cession à la Société et aux tiers

Conformément à l'article 13-I des statuts, un original du présent Contrat sera déposé au siège social de la Société contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt, et la Cession ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités, et après publication conformément aux termes de l'article L 221-14 du Code de Commerce.

Article 6 - Déclarations et conditions

Aucun titre représentatif des Parts Sociales n'a été délivré. Leur propriété résulte uniquement des statuts de la Société et des actes modificatifs éventuels.

Le Cédant déclare que les Parts Sociales, objet de la Cession, sont entièrement libérées et libres de tout privilège, nantissement, gage ou autre sûreté ou charge, de tout droit de préférence, droit de préemption, de toute clause d'inaliénabilité, clause d'agrément ou clause de réserve de propriété, de tout droit d'occupation ou de jouissance, de toute servitude ou de tout autre droit au profit d'un tiers ou autres mesures pouvant s'opposer à la Cession, anéantir ou réduire les droits du Cessionnaire.

Les Parties déclarent en outre être parfaitement informées de la situation de la Société à ce jour, de son mode de fonctionnement, de ses perspectives. Elles déclarent avoir souhaité, pour la première céder, pour la seconde acquérir, selon des conditions notamment financières, qu'elles ont négocié entre elles en toute connaissance et ayant pris conseil, le rédacteur des présentes n'étant aucunement intervenu dans les négociations, les Parties l'ayant strictement dispensé de toute intervention à cet égard.

Article 7 – Garantie d'actif et de passif

Compte tenu de la parfaite information dont a disposé le Cessionnaire quant au suivi des comptes et à la politique de l'entreprise, aucune garantie d'actif et/ou de passif n'est réclamée au Cédant par le Cessionnaire.

Article 8 - Agrément de la Cession

Conformément à l'article 13-1-c des statuts, la Cession a recueilli l'agrément des associés de la Société, préalablement à la conclusion des présentes, par décisions collectives unanimes des associés en date du 30 décembre 2013.

Article 9 - Formalités - Pouvoirs

La Cession sera enregistrée et publiée au Registre du Commerce et des Sociétés conformément à la loi.

Mention des présentes sera consentie partout où besoin sera. Pour remplir toutes formalités nécessaires, tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un des originaux des présentes.

Article 10 - Déclarations pour l'enregistrement

Il est précisé, en tant que de besoin, que :

- les Parts Sociales ne donnent pas vocation à attribution de droits immobiliers en propriété ou en jouissance ;
- les Parts Sociales ne sont pas représentatives d'un apport en nature effectué depuis moins de trois ans ;
- la Société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

La Cession donnera lieu à la perception par le Trésor Public de droits d'enregistrement au taux de 3%, après application d'un abattement égal, pour chaque part sociale, au rapport entre 23.000 € et le nombre de part cédées rapporté au nombre total de parts de la société.

Article 11 - Déclarations Fiscales

le Cédant déclare :

- que l'origine propriété des Parts Sociales est celle indiquée ci-dessus ;
- qu'il dépend du service des impôts des particuliers de DINAN, Centre des Finances Publiques, 4 rue Salle Gourdine, CS 21058, 22101 DINAN CEDEX, pour la déclaration de ses revenus ;

Article 12 – Déclarations des parties sur leur capacité

Les Parties déclarent que rien ne peut limiter leur capacité respective pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes.

Chaque Partie ou son représentant déclare notamment :

- que la nationalité, l'état-civil ou le siège social indiqués en tête des présentes, sont exacts ;
- que ladite Partie n'a pas été associée depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement, et dans laquelle elle était tenue indéfiniment et solidairement du passif social ;
- que ladite Partie n'est concernée par aucune des mesures légales relatives aux majeurs protégés, ni par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement ;
- qu'en conséquence, la cession constitue un engagement valable, susceptible d'exécution forcée, liant définitivement ladite Partie selon ses termes.

En outre, le Cédant déclare disposer de la pleine propriété des Parts Sociales et avoir la faculté de les céder, sous réserve de ce qui est dit à l'article 6.

Article 13 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront à la charge du Cessionnaire, qui s'y oblige.

Article 14 - Déclaration de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat exprime l'intégralité du Prix convenu, et qu'il n'existe aucune contre-lettre contenant une augmentation dudit Prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur de l'acte des peines et sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 15 - Dispositions diverses

15.1 Confidentialité

Il est convenu que, sauf nécessité judiciaire ou administrative, il n'y aura aucune révélation ni aucune communication d'informations concernant l'une quelconque des dispositions du Contrat et des discussions qui ont entouré sa conclusion, sans accord préalable et écrit de chaque Partie. La forme et le contenu de toute communication faite par les Parties seront convenus entre elles au préalable.

15.2 Renonciations

Le fait pour l'une des Parties d'omettre de se prévaloir en tout ou partie de tout droit, pouvoir ou privilège qui lui est conféré aux termes du Contrat ne pourra être considéré comme constituant une renonciation audit droit, pouvoir ou privilège qui pourra toujours être exercé à n'importe quel moment. Toute renonciation par l'une des Parties à tout droit, pouvoir ou privilège devra, pour être valablement effectuée, être notifiée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

15.3 Divisibilité

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Contrat serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon que ce soit et pour quelque motif que ce soit, les Parties s'engagent à se concerter de bonne foi pour remédier à la cause de nullité constatée et y substituer une clause ayant, dans toute la mesure du possible, un effet économique équivalent.

15.4 Avenant

Tout avenant ou modification du Contrat ne produira effet que s'il résulte d'un écrit signé par chacune des Parties.

Article 16 - loi applicable- Élection de domicile - Jurisdiction Compétente

16.1 Loi applicable

La Cession sera régie et interprétée conformément à la loi française.

16.2 Élection de domicile

Chaque Partie fait, respectivement, élection de domicile en sa demeure et son siège social respectifs, tel qu'indiqués ci-dessus.

Toute notification adressée par l'une des Parties à l'autre au titre des présentes sera faite par écrit et signée par (ou au nom de) la Partie qui l'adresse, et sera remise en mains propres ou envoyée par fax, télécopie ou par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse et à l'attention de la Partie destinataire.

16.3 Juridiction compétente

Tous différends découlant du contrat de cession ou en relation avec celui-ci seront tranchés définitivement par le Tribunal de commerce de ST MALO.

Article 17 – INTERVENTION DE MADAME ELIANA BOUILLE

Madame Eliana BOUILLE, intervient alors aux présentes et, après avoir connaissance de ce qui précède par la lecture qui lui en a été faite, déclare, conformément à l'article 1424 du Code civil :

- consentir expressément à la cession des Parts Sociales, qui dépendent de la communauté existant entre elle et son époux ;
- autoriser son époux à percevoir seul le Prix susvisé.

Fait à ST GREGOIRE
Le 31 décembre 2013
En CINQ (5) exemplaires originaux.

Monsieur David BOUILLE
(1)

Bon pour cession



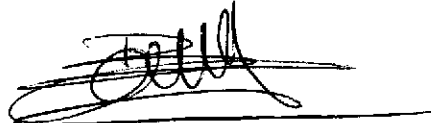
Madame Cécile CABON
(2)

Bon pour acquisition



- 1) Signature précédée de la mention manuscrite "*Bon pour cession*",
- 2) Signature précédée de la mention manuscrite "*Bon pour acquisition*".

Madame Eliana BOUILLE



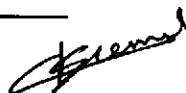
Enregistrement : 25 €

Pénalités :

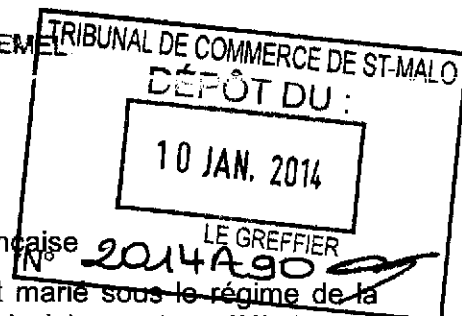
Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

Le Contrôleur principal des impôts

CESSION I

Mme Sylvie TREMEL

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**➤ **Monsieur David BOUILLE,**

Né à MONTLUCON le 30 novembre 1977, de nationalité française

Époux de Madame Eliana DA COSTA, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de RIVEDOUX le 15 septembre 2007, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucun modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à QUEVERT (22100), 17 rue Sainte Anne

*Ci-après dénommé le « Cédant »***DE PREMIERE PART****ET :**➤ **Monsieur Frank CABON,**

Né le 10 juillet 1976 à LESNEVEN (29), de nationalité française,

Époux de Madame Gaëlle GLOAGUEN, née le 14 mai 1978 à MORLAIX (29), avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de CLOHARS CARNOET, le 26 juin 2004, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucun modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à LAILLÉ (35890), 40 bis rue Bout de Lande,

*Ci-après dénommé le « Cessionnaire »***DE SECONDE PART***Le Cédant et le Cessionnaire étant ci-après dénommés, individuellement une « Partie » et, collectivement, les « Parties »***AVEC L'INTERVENTION DE :**➤ **Madame ELIANA DA COSTA, épouse BOUILLE,**

Épouse de Monsieur David BOUILLE, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de RIVEDOUX le 15 septembre 2007, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucun modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à QUEVERT (22100), 17 rue Sainte Anne.

➤ **Madame Gaëlle GLOAGUEN, épouse CABON,**

Née le 14 mai 1978 à MORLAIX (29),

EDC
NB

Épouse de Monsieur Frank CABON, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de CLOHARS CARNOET, le 26 juin 2004, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucun modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à LAILLÉ (35890), 40 bis rue Bout de Lande.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

1/ Le Cédant est associé au sein d'une société à responsabilité limitée dénommée « **A L'ABORD'ÂGES SERVICES** » (ci-après la « **Société** »), dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Dénomination** : « **A L'ABORD'ÂGES SERVICES** »
- **Forme sociale** : Société à Responsabilité Limitée
- **Siège social** : DINAN (22100), 26 rue Ambroise Bernard
- Immatriculée au **RCS de ST MALO** sous le numéro **752 323 238**
- **Gérant** : Monsieur David BOUILLE
- **Objet et activité principale** : Dans le secteur de la petite enfance/jeunesse :
 1. le recrutement, l'assistance au recrutement, l'évaluation de tous personnels ;
 2. l'ingénierie de formation, audit, conseil et accompagnements de projets, études, formation continue, formation d'élus, services aux centres de formation, portage salarial ;
 3. l'établissement de tous dossiers de création, d'agrandissement et de développement de structures ; ainsi que toutes recherches en matière de financement ;
 4. l'établissement de tous dossiers de diagnostics et d'évaluations externes requises conformément aux dispositions législatives et réglementaires.
- Constituée par acte sous seing privé le 23 mai 2012, enregistrée à la recette des impôts de RENNES EST le 5 juin 2012, bordereau 2012/1899 case 26, pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de RENNES le 2 octobre 2012.
- Capital social : 8.000 Euros, divisé en 400 parts de même valeur nominale chacune, réparties de la manière suivante :

Monsieur David MEUNIER, propriétaire de Numérotées de 1 à 200	200 parts
Monsieur David BOUILLE, propriétaire de Numérotées de 201 à 400	200 parts
TOTAL	400 parts
- Conformément à l'article 13-1-c des statuts, « *Les parts sociales ne peuvent être cédées, à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les ¾ des parts sociales.* »

DB EDC
Fr. Gc

- L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année suivante. Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2013.
- La Société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

2/ Le Cessionnaire a manifesté son intérêt pour l'acquisition de 56 parts sociales numérotées 201 à 256 détenues par le Cédant dans le capital social de la Société ; de son côté, le Cédant s'est montré intéressé par cette cession (la « **Cession** »).

En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent contrat de cession (le « **Contrat** »).

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES CE QUI SUIT :

Article 1 - Cession et Acquisition de parts sociales

Par les présentes, le Cédant cède et transfère au Cessionnaire, qui accepte, la pleine et entière propriété de CINQUANTE-SIX (56) parts sociales numérotées 201 à 256 incluse (les « **Parts Sociales** »), que le Cédant détient à la date de ce jour dans le capital social de la Société.

Il est expressément convenu que la Cession aura lieu avec tous les droits et obligations attachés auxdites Parts Sociales, celles-ci étant libres de toutes sûretés, nantissements, charges, réclamations, ou autres droits de tiers (y compris, sans que ce soit limitatif, les droits de préemption), quelle qu'en soit la nature, ainsi que tout droit qui leur serait actuellement, ou qui pourrait leur être attaché à l'avenir, le tout à l'exception de ce qui pourra être dit ci-après.

Article 2 - Origine de propriété

Le Cédant déclare être propriétaire des Parts Sociales pour les avoir acquises de Monsieur Cédric LAVENU et Monsieur Frank CABON le 3 septembre 2012.

Article 3 - Propriété – Jouissance

En conséquence de la Cession, le Cessionnaire a, à compter de ce jour, la pleine propriété et l'entière jouissance des Parts Sociales cédées, et de tous les droits qui y sont attachés, en ce compris les droits aux dividendes au titre de l'exercice en cours.

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux Parts Sociales à compter de ce jour.

Il est rappelé que la Cession ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement des formalités et, notamment, après la publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

DB^{EDC} FC GC

Article 4 – Prix de cession - Paiement

La Cession est réalisée, consentie et acceptée moyennant le prix principal, forfaitaire, définitif, de **MILLE CENT VINGT EUROS (1.120 €)** (ci-après le « **Prix** ») pour la totalité des CINQUANTE-SIX (56) Parts Sociales cédées.

Le Prix est payé à l'instant même, comptant, par le Cessionnaire au Cédant par compensation, conformément aux dispositions des articles 1289 et suivants du Code civil, avec la créance certaine, liquide et exigible que le Cessionnaire détient à l'encontre du Cédant pour un montant de deux mille euros (2.000 €).

En conséquence de cette compensation, le Cédant reconnaît devoir au Cessionnaire la somme de 880 euros et consent bonne et valable quittance au Cessionnaire du paiement du Prix ainsi effectué.

DONT QUITTANCE

Article 5 – Opposabilité de la Cession à la Société et aux tiers

Conformément à l'article 13-I des statuts, un original du présent Contrat sera déposé au siège social de la Société contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt, et la Cession ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités, et après publication conformément aux termes de l'article L 221-14 du Code de Commerce.

Article 6 - Déclarations et conditions

Aucun titre représentatif des Parts Sociales n'a été délivré. Leur propriété résulte uniquement des statuts de la Société et des actes modificatifs éventuels.

Le Cédant déclare que les Parts Sociales, objet de la Cession, sont entièrement libérées et libres de tout privilège, nantissement, gage ou autre sûreté ou charge, de tout droit de préférence, droit de préemption, de toute clause d'inaliénabilité, clause d'agrément ou clause de réserve de propriété, de tout droit d'occupation ou de jouissance, de toute servitude ou de tout autre droit au profit d'un tiers ou autres mesures pouvant s'opposer à la Cession, anéantir ou réduire les droits du Cessionnaire.

Les Parties déclarent en outre être parfaitement informées de la situation de la Société à ce jour, de son mode de fonctionnement, de ses perspectives. Elles déclarent avoir souhaité, pour la première céder, pour la seconde acquérir, selon des conditions notamment financières, qu'elles ont négocié entre elles en toute connaissance et ayant pris conseil, le rédacteur des présentes n'étant aucunement intervenu dans les négociations, les Parties l'ayant strictement dispensé de toute intervention à cet égard.

Article 7 – Garantie d'actif et de passif

Compte tenu de la parfaite information dont a disposé le Cessionnaire quant au suivi des comptes et à la politique de l'entreprise, aucune garantie d'actif et/ou de passif n'est réclamée au Cédant par le Cessionnaire.

DD EDC
G cr

Article 8 - Agrément de la Cession

Conformément à l'article 13-1-c des statuts, la Cession a recueilli l'agrément des associés de la Société, préalablement à la conclusion des présentes, par décisions collectives unanimes des associés en date du 30 décembre 2013.

Article 9 - Formalités - Pouvoirs

La Cession sera enregistrée et publiée au Registre du Commerce et des Sociétés conformément à la loi.

Mention des présentes sera consentie partout où besoin sera. Pour remplir toutes formalités nécessaires, tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un des originaux des présentes.

Article 10 - Déclarations pour l'enregistrement

Il est précisé, en tant que de besoin, que :

- les Parts Sociales ne donnent pas vocation à attribution de droits immobiliers en propriété ou en jouissance ;
- les Parts Sociales ne sont pas représentatives d'un apport en nature effectué depuis moins de trois ans ;
- la Société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

La Cession donnera lieu à la perception par le Trésor Public de droits d'enregistrement au taux de 3%, après application d'un abattement égal, pour chaque part sociale, au rapport entre 23.000 € et le nombre de part cédées rapporté au nombre total de parts de la société.

Article 11 - Déclarations Fiscales

le Cédant déclare :

- que l'origine propriété des Parts Sociales est celle indiquée ci-dessus ;
- qu'il dépend du service des impôts des particuliers de DINAN, Centre des Finances Publiques, 4 rue Salle Gourdine, CS 21058, 22101 DINAN CEDEX, pour la déclaration de ses revenus ;

Article 12 - Déclarations des parties sur leur capacité

Les Parties déclarent que rien ne peut limiter leur capacité respective pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes.

Chaque Partie ou son représentant déclare notamment :

- que la nationalité, l'état-civil ou le siège social indiqués en tête des présentes, sont exacts ;
- que ladite Partie n'a pas été associée depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement, et dans laquelle elle était tenue indéfiniment et solidairement du passif social ;

DB EDC
FC GC

- que ladite Partie n'est concernée par aucune des mesures légales relatives aux majeurs protégés, ni par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement ;
- qu'en conséquence, la cession constitue un engagement valable, susceptible d'exécution forcée, liant définitivement ladite Partie selon ses termes.

En outre, le Cédant déclare disposer de la pleine propriété des Parts Sociales et avoir la faculté de les céder, sous réserve de ce qui est dit à l'article 6.

Article 13 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront à la charge du Cessionnaire, qui s'y oblige.

Article 14 - Déclaration de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat exprime l'intégralité du Prix convenu, et qu'il n'existe aucune contre-lettre contenant une augmentation dudit Prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur de l'acte des peines et sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 15 - Dispositions diverses

15.1 Confidentialité

Il est convenu que, sauf nécessité judiciaire ou administrative, il n'y aura aucune révélation ni aucune communication d'informations concernant l'une quelconque des dispositions du Contrat et des discussions qui ont entouré sa conclusion, sans accord préalable et écrit de chaque Partie. La forme et le contenu de toute communication faite par les Parties seront convenus entre elles au préalable.

15.2 Renonciations

Le fait pour l'une des Parties d'omettre de se prévaloir en tout ou partie de tout droit, pouvoir ou privilège qui lui est conféré aux termes du Contrat ne pourra être considéré comme constituant une renonciation audit droit, pouvoir ou privilège qui pourra toujours être exercé à n'importe quel moment. Toute renonciation par l'une des Parties à tout droit, pouvoir ou privilège devra, pour être valablement effectuée, être notifiée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

15.3 Divisibilité

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Contrat serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon que ce soit et pour quelque motif que ce soit, les Parties s'engagent à se concerter de bonne foi pour remédier à la cause de nullité constatée et y substituer une clause ayant, dans toute la mesure du possible, un effet économique équivalent.

DD  GC

15.4 Avenant

Tout avenant ou modification du Contrat ne produira effet que s'il résulte d'un écrit signé par chacune des Parties.

Article 16 - loi applicable- Élection de domicile - Juridiction Compétente

16.1 Loi applicable

La Cession sera régie et interprétée conformément à la loi française.

16.2 Élection de domicile

Chaque Partie fait, respectivement, élection de domicile en sa demeure et son siège social respectifs, tel qu'indiqués ci-dessus.

Toute notification adressée par l'une des Parties à l'autre au titre des présentes sera faite par écrit et signée par (ou au nom de) la Partie qui l'adresse, et sera remise en mains propres ou envoyée par fax, télécopie ou par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse et à l'attention de la Partie destinataire.

16.3 Juridiction compétente

Tous différends découlant du contrat de cession ou en relation avec celui-ci seront tranchés définitivement par le Tribunal de commerce de ST MALO.

Article 17 – INTERVENTION DE MADAME ELIANA BOUILLE

Madame Eliana BOUILLE, intervient alors aux présentes et, après avoir connaissance de ce qui précède par la lecture qui lui en a été faite, déclare, conformément à l'article 1424 du Code civil :

- consentir expressément à la cession des Parts Sociales, qui dépendent de la communauté existant entre elle et son époux ;
- autoriser son époux à percevoir seul le Prix susvisé.

Article 18 – INTERVENTION DE MADAME GAELLE CABON

Madame Gaëlle CABON intervient alors aux présentes et déclare :

- avoir pris parfaite connaissance des dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, aux termes duquel :

« Un époux ne peut, sous la sanction prévue à l'article 1427, employer des biens communs pour faire un apport à une société ou acquérir des parts sociales non négociables sans que son conjoint en ait été averti et sans qu'il en soit justifié dans l'acte.

La qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

D3 ^{EDC}
FC GC

La qualité d'associé est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui a notifié à la société son intention d'être personnellement associé. Lorsqu'il notifie son intention lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les clauses d'agrément prévues à cet effet par les statuts sont opposables au conjoint ; lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les dispositions du présent article ne sont applicables que dans les sociétés dont les parts ne sont pas négociables et seulement jusqu'à la dissolution de la communauté »

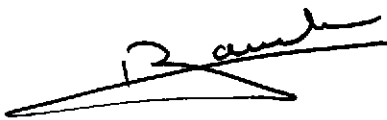
- reconnaître que le Prix ci-dessus stipulé et versé par son époux au Cédant provient de biens propres de son époux ;
- En conséquence, reconnaître expressément que les parts sociales de la Société présentement acquises par son époux seront la propriété entière et exclusive de ce dernier.

Fait à ST GREGOIRE
Le 31 décembre 2013
En CINQ (5) exemplaires originaux.

Monsieur David BOUILLE

(1)

Bon pour cession



Monsieur Frank CABON

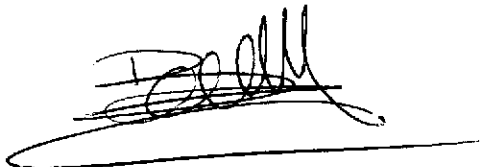
(2)

Bon pour acquisition



- 1) Signature précédée de la mention manuscrite "Bon pour cession",
2) Signature précédée de la mention manuscrite "Bon pour acquisition".

Madame Eliana BOUILLE



Madame Gaëlle CABON



2012 B553

Le 03/01/2014 Bordereau n°2014/3 Case n°3

Ext 10

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

Le Contrôleur principal des impôts

CESSION

Mme Sylvie TREMBLANT

TRIBUNAL DE COMMERCE DE ST-MALO
DÉPÔT DU :
10 JAN. 2014
LE GREFFIER
N° 2014A90

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

➤ **Monsieur David MEUNIER,**

Né à ROUEN le 25 novembre 1972, de nationalité française N°

Époux de Madame Camille LACHENAUD, née le 13 mars 1980 à SOYAUX (16), avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me Olivier GOUR, Notaire à PLÉDÉLIAC le 5 août 2010, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de DINAN le 4 septembre 2010, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucune modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à DINAN (22100), 26 rue Ambroise Bernard,

Ci-après dénommé le « Cédant »

DE PREMIERE PART

ET :

➤ **Monsieur Frank CABON,**

Né le 10 juillet 1976 à LESNEVEN (29), de nationalité française,

Époux de Madame Gaëlle GLOAGUEN, née le 14 mai 1978 à MORLAIX (29), avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de CLOHARS CARNOET, le 26 juin 2004, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucune modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à LAILLÉ (35890), 40 bis rue Bout de Lande,

Ci-après dénommé le « Cessionnaire »

DE SECONDE PART

Le Cédant et le Cessionnaire étant ci-après dénommés, individuellement une « Partie » et, collectivement, les « Parties »

AVEC L'INTERVENTION DE :

➤ **Madame Gaëlle GLOAGUEN, épouse CABON,**

Née le 14 mai 1978 à MORLAIX (29),

Épouse de Monsieur Frank CABON, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de CLOHARS CARNOET, le 26 juin 2004, ledit régime n'ayant fait l'objet d'aucune modification depuis lors, ainsi déclaré,

Demeurant à LAILLÉ (35890), 40 bis rue Bout de Lande.

An GC H

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

1/ Le Cédant est associé au sein d'une société à responsabilité limitée dénommée « **A L'ABORD'ÂGES SERVICES** » (ci-après la « **Société** »), dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Dénomination** : « **A L'ABORD'ÂGES SERVICES** »
- **Forme sociale** : Société à Responsabilité Limitée
- **Siège social** : DINAN (22100), 26 rue Ambroise Bernard
- Immatriculée au **RCS de ST MALO** sous le numéro **752 323 238**
- **Gérant** : Monsieur David BOUILLE
- **Objet et activité principale** : Dans le secteur de la petite enfance/jeunesse :
 1. le recrutement, l'assistance au recrutement, l'évaluation de tous personnels ;
 2. l'ingénierie de formation, audit, conseil et accompagnements de projets, études, formation continue, formation d'élus, services aux centres de formation, portage salarial ;
 3. l'établissement de tous dossiers de création, d'agrandissement et de développement de structures ; ainsi que toutes recherches en matière de financement ;
 4. l'établissement de tous dossiers de diagnostics et d'évaluations externes requises conformément aux dispositions législatives et réglementaires.
- Constituée par acte sous seing privé le 23 mai 2012, enregistrée à la recette des impôts de RENNES EST le 5 juin 2012, bordereau 2012/1899 case 26, pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de RENNES le 2 octobre 2012.
- Capital social : 8.000 Euros, divisé en 400 parts de même valeur nominale chacune, réparties de la manière suivante :

Monsieur David MEUNIER, propriétaire de Numérotées de 1 à 200	200 parts
Monsieur David BOUILLE, propriétaire de Numérotées de 201 à 400	200 parts
TOTAL	400 parts
- Conformément à l'article 13-1-c des statuts, « *Les parts sociales ne peuvent être cédées, à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales.* »
- L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année suivante. Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2013.
- La Société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

2/ Le Cessionnaire a manifesté son intérêt pour l'acquisition de 72 parts sociales numérotées 129 à 200 détenues par le Cédant dans le capital social de la Société ; de son côté, le Cédant s'est montré intéressé par cette cession (la « **Cession** »).

En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent contrat de cession (le « **Contrat** »).

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES CE QUI SUIT :

Article 1 - Cession et Acquisition de parts sociales

Par les présentes, le Cédant cède et transfère au Cessionnaire, qui accepte, la pleine et entière propriété de SOIXANTE-DOUZE (72) parts sociales numérotées 129 à 200 incluse (les « **Parts Sociales** »), que le Cédant détient à la date de ce jour dans le capital social de la Société.

Il est expressément convenu que la Cession aura lieu avec tous les droits et obligations attachés auxdites Parts Sociales, celles-ci étant libres de toutes sûretés, nantissements, charges, réclamations, ou autres droits de tiers (y compris, sans que ce soit limitatif, les droits de préemption), quelle qu'en soit la nature, ainsi que tout droit qui leur serait actuellement, ou qui pourrait leur être attaché à l'avenir, le tout à l'exception de ce qui pourra être dit ci-après.

Article 2 - Origine de propriété

Le Cédant est propriétaire des Parts Sociales pour les avoir acquises de Monsieur Cédric LAVENU le 3 septembre 2012.

Article 3 - Propriété – Jouissance

En conséquence de la Cession, le Cessionnaire a, à compter de ce jour, la pleine propriété et l'entière jouissance des Parts Sociales cédées, et de tous les droits qui y sont attachés, en ce compris les droits aux dividendes au titre de l'exercice en cours.

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux Parts Sociales à compter de ce jour.

Il est rappelé que la Cession ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement des formalités et, notamment, après la publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 – Prix de cession - Paiement

La Cession est réalisée, consentie et acceptée moyennant le prix principal, forfaitaire, définitif, de **MILLE QUATRE CENT QUARANTE EUROS (1.440 €)** (ci-après le « **Prix** ») pour la totalité des SOIXANTE-DOUZE (72) Parts Sociales cédées.

Le Prix est payé à l'instant même, comptant, par le Cessionnaire au Cédant par chèque bancaire, ce que ce dernier reconnaît, accepte et en donne bonne et valable quittance sous réserve d'encaissement.

DONT QUITTANCE SOUS RESERVE D'ENCAISSEMENT

Article 5 – Opposabilité de la Cession à la Société et aux tiers

Conformément à l'article 13-I des statuts, un original du présent Contrat sera déposé au siège social de la Société contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt, et la Cession ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités, et après publication conformément aux termes de l'article L 221-14 du Code de Commerce.

Article 6 - Déclarations et conditions

Aucun titre représentatif des Parts Sociales n'a été délivré. Leur propriété résulte uniquement des statuts de la Société et des actes modificatifs éventuels.

Le Cédant déclare que les Parts Sociales, objet de la Cession, sont entièrement libérées et libres de tout privilège, nantissement, gage ou autre sûreté ou charge, de tout droit de préférence, droit de préemption, de toute clause d'inaliénabilité, clause d'agrément ou clause de réserve de propriété, de tout droit d'occupation ou de jouissance, de toute servitude ou de tout autre droit au profit d'un tiers ou autres mesures pouvant s'opposer à la Cession, anéantir ou réduire les droits du Cessionnaire.

Les Parties déclarent en outre être parfaitement informées de la situation de la Société à ce jour, de son mode de fonctionnement, de ses perspectives. Elles déclarent avoir souhaité, pour la première céder, pour la seconde acquérir, selon des conditions notamment financières, qu'elles ont négocié entre elles en toute connaissance et ayant pris conseil, le rédacteur des présentes n'étant aucunement intervenu dans les négociations, les Parties l'ayant strictement dispensé de toute intervention à cet égard.

Article 7 – Garantie d'actif et de passif

Compte tenu de la parfaite information dont a disposé le Cessionnaire quant au suivi des comptes et à la politique de l'entreprise, aucune garantie d'actif et/ou de passif n'est réclamée au Cédant par le Cessionnaire.

Article 8 - Agrément de la Cession

Conformément à l'article 13-1-c des statuts, la Cession a recueilli l'agrément des associés de la Société, préalablement à la conclusion des présentes, par décisions collectives unanimes des associés en date du 30 décembre 2013.

Article 9 - Formalités - Pouvoirs

La Cession sera enregistrée et publiée au Registre du Commerce et des Sociétés conformément à la loi.

Mention des présentes sera consentie partout où besoin sera. Pour remplir toutes formalités nécessaires, tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un des originaux des présentes.

Article 10 - Déclarations pour l'enregistrement

Il est précisé, en tant que de besoin, que :

- les Parts Sociales ne donnent pas vocation à attribution de droits immobiliers en propriété ou en jouissance ;
- les Parts Sociales ne sont pas représentatives d'un apport en nature effectué depuis moins de trois ans ;
- la Société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

La Cession donnera lieu à la perception par le Trésor Public de droits d'enregistrement au taux de 3%, après application d'un abattement égal, pour chaque part sociale, au rapport entre 23.000 € et le nombre de part cédées rapporté au nombre total de parts de la société.

Article 11 - Déclarations Fiscales

le Cédant déclare :

- que l'origine propriété des Parts Sociales est celle indiquée ci-dessus ;
- qu'il dépend du service des impôts des particuliers de DINAN, Centre des Finances Publiques, 4 rue Salle Gourdine, CS 21058, 22101 DINAN CEDEX, pour la déclaration de ses revenus ;

Article 12 – Déclarations des parties sur leur capacité

Les Parties déclarent que rien ne peut limiter leur capacité respective pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes.

Chaque Partie ou son représentant déclare notamment :

- que la nationalité, l'état-civil ou le siège social indiqués en tête des présentes, sont exacts ;
- que ladite Partie n'a pas été associée depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement, et dans laquelle elle était tenue indéfiniment et solidairement du passif social ;
- que ladite Partie n'est concernée par aucune des mesures légales relatives aux majeurs protégés, ni par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement ;
- qu'en conséquence, la cession constitue un engagement valable, susceptible d'exécution forcée, liant définitivement ladite Partie selon ses termes.

En outre, le Cédant déclare disposer de la pleine propriété des Parts Sociales et avoir la faculté de les céder, sous réserve de ce qui est dit à l'article 6.

Article 13 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront à la charge du Cessionnaire, qui s'y oblige.

DM GCFE

Article 14 - Déclaration de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat exprime l'intégralité du Prix convenu, et qu'il n'existe aucune contre-lettre contenant une augmentation dudit Prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur de l'acte des peines et sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 15 - Dispositions diverses

15.1 Confidentialité

Il est convenu que, sauf nécessité judiciaire ou administrative, il n'y aura aucune révélation ni aucune communication d'informations concernant l'une quelconque des dispositions du Contrat et des discussions qui ont entouré sa conclusion, sans accord préalable et écrit de chaque Partie. La forme et le contenu de toute communication faite par les Parties seront convenus entre elles au préalable.

15.2 Renonciations

Le fait pour l'une des Parties d'omettre de se prévaloir en tout ou partie de tout droit, pouvoir ou privilège qui lui est conféré aux termes du Contrat ne pourra être considéré comme constituant une renonciation audit droit, pouvoir ou privilège qui pourra toujours être exercé à n'importe quel moment. Toute renonciation par l'une des Parties à tout droit, pouvoir ou privilège devra, pour être valablement effectuée, être notifiée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

15.3 Divisibilité

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Contrat serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon que ce soit et pour quelque motif que ce soit, les Parties s'engagent à se concerter de bonne foi pour remédier à la cause de nullité constatée et y substituer une clause ayant, dans toute la mesure du possible, un effet économique équivalent.

15.4 Avenant

Tout avenant ou modification du Contrat ne produira effet que s'il résulte d'un écrit signé par chacune des Parties.

Article 16 - loi applicable- Élection de domicile - Juridiction Compétente

16.1 Loi applicable

La Cession sera régie et interprétée conformément à la loi française.

16.2 Élection de domicile

Chaque Partie fait, respectivement, élection de domicile en sa demeure et son siège social respectifs, tel qu'indiqués ci-dessus.

Toute notification adressée par l'une des Parties à l'autre au titre des présentes sera faite par écrit et signée par (ou au nom de) la Partie qui l'adresse, et sera remise en mains propres ou envoyée par fax, télécopie ou par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse et à l'attention de la Partie destinataire.

16.3 Juridiction compétente

Tous différends découlant du contrat de cession ou en relation avec celui-ci seront tranchés définitivement par le Tribunal de commerce de ST MALO.

Article 17 – INTERVENTION DE MADAME GAELLE CABON

Madame Gaëlle CABON intervient alors aux présentes et déclare :

- avoir pris parfaite connaissance des dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, aux termes duquel :

« Un époux ne peut, sous la sanction prévue à l'article 1427, employer des biens communs pour faire un apport à une société ou acquérir des parts sociales non négociables sans que son conjoint en ait été averti et sans qu'il en soit justifié dans l'acte.

La qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

La qualité d'associé est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui a notifié à la société son intention d'être personnellement associé. Lorsqu'il notifie son intention lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les clauses d'agrément prévues à cet effet par les statuts sont opposables au conjoint ; lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les dispositions du présent article ne sont applicables que dans les sociétés dont les parts ne sont pas négociables et seulement jusqu'à la dissolution de la communauté »

- reconnaître que le Prix ci-dessus stipulé et versé par son époux au Cédant provient de biens propres de son époux ;
- En conséquence, reconnaître expressément que les parts sociales de la Société présentement acquises par son époux seront la propriété entière et exclusive de ce dernier.

Fait à ST GREGOIRE
Le 31 décembre 2013
En CINQ (5) exemplaires originaux.

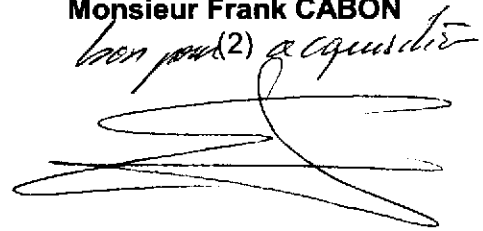
Monsieur David MEUNIER

*(1)
Bon pour cession*



Monsieur Frank CABON

bon pour (2) acquisition



- 1) Signature précédée de la mention manuscrite "Bon pour cession",
- 2) Signature précédée de la mention manuscrite "Bon pour acquisition".

Madame Gaëlle CABON

